****

**APPEL A PROJETS Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l’Aquaculture**

**Priorité 1 :** **Favoriser une pêche durable et la restauration et la conservation des ressources biologiques aquatiques**

**Objectif Spécifique 1.1.1 : « Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental »**

**TA 1.1.1.4R : « Recherche et innovation pêche d'ampleur régionale »**

**Dépôt des candidatures :**

**Les dates limites de dépôt sont consultables sur le site :** **<https://europe.maregionsud.fr/projets>**

**Codification E-synergie**

|  |  |
| --- | --- |
| Territoire : | *Région SUD* |
| Programme :  Appel à projets : | *Programme national FEAMPA Région SUD 2021/2027*  *126 – 1 « Recherche et innovation pêche d’ampleur régionale »* |
| Codification : | *PR.1 - OS 1.1.1– TA1.1.1.4R « recherche et Innovation pêche d’ampleur régionale »* |
| Service Guichet : | *Région SUD Service Mer* |
|  |  |

**1. Contexte**

L’objectif spécifique 1.1. du FEAMPA contribue à l’atteinte des objectifs de la Politique Commune des Pêches en assurant la viabilité économique et la durabilité environnementale des entreprises des pêche, des infrastructures et équipements collectifs dont elles ont l’usage, la préservation des ressources à travers le respect des rendements maximum durables, la mise en œuvre de gestion des pêcheries basées sur des approches écosystémiques, en évitant la dégradation de l’environnement marin par les activités de pêche et d’aquaculture, en éliminant graduellement les rejets via la réduction et le débarquement des captures non désirées.

Comme pour la précédente programmation 2014/2020, la Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l’Aquaculture (DGAMPA) reste l’autorité de gestion du programme FEAMPA pour la période 2021-2027, les Régions pouvant se positionner sur la mise en œuvre de tout ou partie de certains objectifs stratégiques en tant qu’organismes intermédiaires. C’est le choix qui a été fait par la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur sur l’OS 1.1. qui sera pourvu d’une enveloppe de crédits FEAMPA de 1 377 358,49 €, et qui seront répartis suivant deux sous objectifs :

- L’OS 1.1.1. qui vise à renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental (1 100 000 €)

Les types d’action suivants pourront être soutenus :

- TA 1.1.1.1 « Modernisation des navires de pêche, adaptation et diversification des activités de pêche » ;

- TA 1.1.1.3 « Investissements dans les ports de pêche et sites de débarquement » ;

- TA 1.1.1.4R « Recherche et innovation pêche d’ampleur régionale » ;

- L’OS 1.1.2. qui vise à améliorer l’attractivité des métiers de la pêche et à favoriser le renouvellement des générations dans la pêche maritime et la pêche professionnelle en eau douce (277 358,49 €).

Les types d’action suivants pourront être soutenus :

- TA 1.1.2.1 « Installation des jeunes pêcheurs » ;

- TA 1.1.2.2 « Opérations à bord entrainant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail à bord des navires ou l’efficacité énergétique » ;

La gestion des actions « Recherche et Innovation » du FEAMPA a été déléguée aux Régions avec des guichets régionaux et un guichet national innovation piloté par la Région Bretagne et mis en œuvre par un système d’appels à projet avec des contenus spécifiques précisés dans les cahiers des charges.

D’une manière générale, le fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l’aquaculture (FEAMPA) accompagne une ambition forte pour amorcer des actions innovantes et financer la recherche et le déploiement de nouveaux process ou solutions, produits, équipements ou approches marketing innovantes, en cohérence avec les forts enjeux en matière de pêches, de gestion des milieux et d’adaptation des filières pêche et aquaculture au changement climatique.

La diminution de l’impact des activités de pêche sur le milieu marin est un enjeu pour le maintien de la biodiversité et une attente sociétale de plus en forte. Ce contexte renforce le besoin d’innovation continue dans ce domaine, en complémentarité des nombreux projets qui ont d’ores et déjà été mis en œuvre sur la sélectivité des engins de pêche ou la diminution du train de pêche sur les fonds marins.

**2. Objectif du présent Appel**

La perte ou l’abandon d’engins de pêche est responsable de captures accidentelles et non visibles d’espèces d’intérêt commercial comme d’espèces protégées et pouvant se produire sur de très longues périodes tant que l’engin de pêche reste opérationnel.

Cette pêche « fantôme », représente une nuisance majeure pour l’écosystème avec la dégradation et l’arrachage d’espèces fixées (FAO, 2020).

Elle est aussi la cause de problèmes financiers, pour le pêcheur ayant perdu son outil de travail, mais aussi pour le gâchis en termes de ressource perdue. Enfin, part importante des débris marins, ces épaves peuvent être dangereuses pour tout usager de la mer, bateau, plongeur ou baigneur et dégradent le paysage sous-marin.

Les engins de pêche sont souvent perdus par la perte des signaux de surface (arrachés par un bateau) ou par un accrochage sur le fond.

Si les engins de pêche perdus en faible profondeur perdent en quelques mois leur capacité de pêche par l’effet des courants et du concrétionnement, ils vont en revanche étouffer les écosystèmes par le recouvrement de divers animaux et plantes fixés. Quant à ceux perdus dans de plus grandes profondeurs, plus difficilement récupérables, ils vont continuer à être pêchant plus longtemps en raison d’un fouling moins important et de plus faibles courants et piéger des espèces commerciales et protégées

Parmi l’ensemble des engins de pêche utilisés notamment en Méditerranée, les filets maillants et les trémails sont considérés comme étant les plus impactant sur l’environnement. L’étude « Fantared 2 » estime que chaque fileyeur méditerranéen perd environ annuellement entre 0,1 et 0,3 % par longueur calée.

Ainsi, sur les 162 navires de petite pêche du Var, une soixantaine pratiquent d’une façon exclusive les métiers de filets à raison de 180 sorties par an. Selon diverses sources et enquêtes (Ifremer, CLPMEM 83), entre 500 et 3500 m de filets sont calés au cours de chacune d’elles selon les espèces ciblées. On peut donc estimer qu’en moyenne plus de 40 km de filets peuvent être perdus chaque année dans les eaux du Var sous diverses formes (nappes déchirées, pièces entières, etc.).

La nécessité de prendre en compte cette problématique se situe pleinement dans le cadre du Code de l’environnement regroupant les lois structurantes de la gestion des déchets et de l’environnement marin et qui impose leur mise en œuvre effective sur le territoire français.

Aussi, la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur souhaite aider au développement de toute technologie limitant la perte des engins de pêche et aider aux retraits de ceux-ci.

L’objectif du présent appel à projets est la mise au point d’une ou de solutions techniques simples permettant d’éviter la perte en mer d’engins de pêche ou le cas échéant d’aider à leur récupération dans des délais les plus brefs possible.

A ce titre, cet appel à projet vise à financer des projets collaboratifs pour le développement d’équipements ou procédés innovants, nouveaux ou sensiblement améliorés, dont l’objectif est de limiter l’incidence de l’activité de pêche sur le milieu marin. Le repérage et la récupération de ces engins de pêche perdus au moyen d’une technologie appropriée sont des objectifs essentiels d’aide à une pêche responsable et préservant l’écosystème

Cette technologie doit :

– être facile d’utilisation,

– applicable à la plupart des techniques de pêche incriminées (arts dormants : filets maillants, trémails, palangres et nasses)

– offrir une solution pérenne et être répétable

En fait, il s’agit d’accélérer la mise sur le marché d’innovations technologiques contribuant de manière significative à la préservation des écosystèmes marins. Le développement expérimental, la création de prototype et l’expérimentation en conditions réelles sont ainsi visés dans cet appel à projet. La diffusion des résultats et l’appropriation des innovations par les professionnels doivent être parties intégrantes du projet.

**3. Conditions d’éligibilité**

D’une manière générale, les actions « Recherche et Innovation » du FEAMPA ont pour objectif de soutenir des projets collaboratifs permettant de développer des solutions innovantes répondant aux enjeux des filières halieutiques. Les projets doivent répondre aux différents critères d’éligibilité développés ci-dessous :

## Collaboration effective

Le projet doit être mené en collaboration avec *a minima* :

* Un organisme scientifique ou technique.
* Un acteur professionnel (opérateur de la filière pêche) ou une entité de représentation professionnelle.

La collaboration est définie par l'existence d'une convention de partenariat entre les différents partenaires du projet. La forme de la convention de partenariat est libre, néanmoins celle-ci doit comporter les éléments suivants :

* Les obligations respectives des signataires,
* Les modalités de reversement de l’aide FEAMPA du chef de file aux partenaires,
* Les modalités de traitement des litiges,
* Les annexes financières de l’opération,
* Les engagements et les responsabilités de chaque partenaire,
* La durée de l’opération.

Un modèle de convention de partenariat est disponible en pièces jointes à cet appel à projet.

Les partenaires désignent en leur sein un partenaire « chef de file », qui coordonnera la mise en œuvre de l’opération collaborative. Le partenaire « chef de file » est le responsable administratif et l’interlocuteur unique de la Région Bretagne pour le dépôt des dossiers, la coordination et le suivi de l’exécution du projet. L’aide est versée en totalité au partenaire chef de file qui reverse à chaque partenaire sa quote-part en fonction de son implication dans le projet.

## Eligibilité géographique

L’appel à projets couvre le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur.

Les projets déposés impliquent un consortium (le chef de file et ses partenaires) implanté en région Provence-Alpes-Côte d’Azur. Si un ou plusieurs partenaires devaient avoir leur siège social hors de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur, ils ne devront pas être majoritaires au sein du consortium.

Les prestataires ne sont pas considérés comme des partenaires. Il s’agit d’une externalisation.

## Eligibilité temporelle

La durée du projet doit être inférieure ou égale à 3 ans avec une mise sur le marché prévisionnelle, à destination des opérateurs des filières halieutiques, dans les trois ans après son achèvement.

* **Le projet ne doit pas avoir démarré au moment du dépôt de la demande d’aide.**

Le caractère incitatif de l’aide versée dans le cadre de cet appel à projet doit être caractérisé et impose au bénéficiaire de déposer son dossier de candidature concerné avant le début des travaux[[1]](#footnote-1) et actions liées au projet (les devis réalisés dans le cadre du projet ne doivent pas être engagés et signés au moment du dépôt du dossier).

1. Bénéficiaires

Les bénéficiaires éligibles sont les structures suivantes :

* Les organisations professionnelles ou interprofessionnelles de la pêche (liste non exhaustive en annexe 2) ;
* Les entreprises de pêche,
* Les établissements publics ou organismes scientifiques ou techniques ayant des missions de recherche, d’expertise ou d’appui aux politiques publiques sur le milieu marin (liste non exhaustive en annexe 3),
* Les pôles de compétitivité,
* Les gestionnaires d’aires marines protégées,
* Tout organisme ayant pour objet statutaire une mission relevant de l’intérêt général (activité non lucrative, gestion désintéressée, intérêt collectif dépassant la structure ou adhésion ouverte) : soit dans les domaines techniques ou scientifiques, soit dans le transfert technologique ou d’innovation, soit dans l’application des résultats de la recherche publique au monde professionnel,
* Tout autre organisme ou entreprise dont la participation est pertinente pour le projet.

Les annexes 2 à 3 ne sont pas exhaustives. Si un bénéficiaire fait partie d’une des catégories précisées ci-dessus mais n’est pas listé dans les annexes 2 à 3, l'autorité de gestion peut rendre le bénéficiaire éligible après avis motivé de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur pris sur la base d’un argumentaire fourni par le porteur de projet justifiant son appartenance à l’une des catégories susmentionnées.

1. Dépenses éligibles

Les coûts admissibles sont les suivants :

* Les frais de personnel directement liés à l’opération : ces frais seront retenus sur la base d’un coût unitaire calculé lors du dépôt de la demande d’aide (dernière moyenne des salaires bruts / 1607h pour un temps plein).
* Les dépenses d’investissement matériel et immatériel directement liées à l’opération. Les biens matériels et immatériels sont éligibles dans la mesure où et aussi longtemps qu’ils sont utilisés pour le projet. Lorsque ces biens ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls sont éligibles les coûts d’amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis. Il est rappelé que conformément au décret d’éligibilité[[2]](#footnote-2) *« Les dépenses d'amortissement et l’achat du bien ne peuvent pas être financés de façon cumulative ».*

Ces dépenses concernent notamment :

* + Les équipements, instruments, matériels, dans la mesure où et aussi longtemps qu’ils sont utilisés pour le projet.
  + Les prototypes.
  + Les achats de consommables directement liés à l’opération,
  + Les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances et des brevets achetés ou pris sous licence auprès de sources extérieures à des conditions de pleine concurrence[[3]](#footnote-3).
  + Les prestations de service (études, expertise, prestations d’intérim, location et sous-traitance directement liées à l’opération, etc.) sur une base réelle.
  + Les frais de communication et de diffusion des résultats du projet auprès des acteurs de la filière sur une base réelle.
  + Les coûts de location des bâtiments ou structures dans la mesure où et aussi longtemps qu’ils sont utilisés pour le projet, sur une base réelle.
* Les frais indirects (tels que loyer, électricité, téléphonie, dépenses de personnel ne pouvant être directement affectés au projet) sont pris en compte uniquement de manière forfaitaire à hauteur de 15% des dépenses directes de personnel. Aucun justificatif ne sera à fournir.
* Les frais de missions directement liés à l’opération (telles que dépenses d’hébergement, de restauration, de déplacement) sont pris en compte de manière forfaitaire à hauteur de 6,3 % des dépenses directes de personnel (hors billets d’avion entre la métropole et les régions ultrapériphériques et la Corse qui bénéficient d’une prise en charge au coût réel).
* En cas de mise à disposition, par une entreprise ou un organisme, de moyens pour la réalisation de tests en situation réelle, les coûts éligibles relatifs à ces dépenses (base réelle) correspondent notamment, aux coûts de location des moyens des entreprises mobilisés pour le projet, ou à un contrat de sous-traitance, etc.

NB : Dans le cas où l’entreprise bénéficiaire génère des recettes pendant l’expérimentation (exemple : vente de produits de la pêche), ces dernières sont déduites des dépenses éligibles de l’opération.

* Dans le cas particulier de l’affrètement de navire : Dépenses directes liées à l’affrètement de navires selon un forfait justifié par le bénéficiaire :
* Si le bénéficiaire est propriétaire du navire : pour chaque mission en mer inscrite dans le projet, une copie certifiée de l’état des dépenses doit être présentée au service instructeur avec la ventilation détaillée des frais d’exploitation et le cas échéant, la manière dont ces frais ont été calculés, pour justifier du forfait journalier de coût des navires.
* Si le bénéficiaire affrète le navire : les règles relatives à la sous-traitance s’appliquent pour la justification des dépenses. Les pièces justificatives (contrats de sous-traitance, factures) indiquent la ventilation des postes de dépenses. Dans ce cas, les dépenses sont calculées aux frais réels.

Les dépenses inéligibles sont notamment (liste non exhaustive) :

* Les dépenses mentionnées à l’article 13 du règlement FEAMPA ou dans le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
* Les coûts d’amortissement des matériels et équipements utilisés sur une période supérieure à celle du projet financé (seuls les coûts d’amortissement sur la durée du projet sont éligibles).
* Les dépenses engagées avant le dépôt du dossier de réponse à l’appel à projet (dossier de demande d’aide).
* Le matériel acquis en leasing, crédit-bail et assimilés.
* L’acquisition de matériel d'occasion à une entreprise partenaire, liée ou appartenant à un même groupe.
* En cas de mise à disposition, par une entreprise ou un organisme, de moyens pour la réalisation de tests en situation réelle, les calculs de compensation pour perte de revenu ne sont pas retenus.
* La TVA récupérable.
* L’acquisition de terrains, biens immeubles, infrastructures.
* La construction et l’acquisition de bâtiments.
* L’acquisition de véhicules

**4. Critères de sélection**

Toute action éligible porté par un bénéficiaire éligible, tels que définis dans les points précédents, peut bénéficier d’une aide du FEAMPA, dans la limite de l’enveloppe dédiée à cet appel à projets.

La qualité du consortium, l’adéquation des compétences des partenaires avec le projet présenté, le caractère novateur et la diffusion des résultats des projets sont des critères d’appréciation des projets dans le cadre de l’appel à projet.

La grille de sélection présentant les différents critères de sélection des projets est présentée en annexe 4.

## Caractère novateur des projets

Les opérations financées doivent présenter un caractère innovant qui sera apprécié au moment de la procédure de sélection.

Les caractéristiques innovantes se définissent de la manière suivante (cf. annexe 1) :

* Une innovation de procédé nouveau ou sensiblement amélioré (ou une combinaison des deux) qui diffère significativement de ce qui existe déjà et qui a été introduit sur le marché ou conçu par l’entreprise.
* Une innovation de produit nouveau ou sensiblement amélioré qui diffère significativement de ce qui existe déjà et qui a été introduit sur le marché ou conçu par l’entreprise.

## Degré de maturité technologique des projets

Les projets doivent se situer en fin de cycle innovation et viser une mise sur le marché ou une utilisation dans les 3 ans maximum après la fin du projet. Ce dernier doit ainsi revêtir un degré de maturité technologique suffisant qui lui permet de s’inscrire **à partir du niveau 4 de l’échelle de degré de maturité technologique dite échelle TRL** (Technology Readiness Level) en annexe 5. Un projet qui comporte plusieurs niveaux de l’échelle TRL est éligible dès lors que la majorité du projet se situe au-delà du niveau 4 de l’échelle TRL.

Les projets qui seraient uniquement dédiés à de l’acquisition de connaissance ou à de la collecte de données sans objectif de développement d’un nouveau produit, procédé, technologie ou organisation, ne sont pas considérés comme des projets innovants au titre de cette mesure.

Néanmoins, si une partie du projet est dédiée au développement d’un équipement et/ou d’une pratique innovante, l’acquisition de connaissances permettant de calibrer ou mettre au point cet équipement et/ou cette pratique innovante ou en lien direct avec l’évaluation de l’efficacité de cet équipement et/ou de cette pratique peut constituer une partie du projet.

## Intérêt collectif et diffusion des résultats

Les projets déposés à l’appel à projet doivent être d’intérêt collectif[[4]](#footnote-4) et répondre à un enjeu des filières halieutiques.

Les innovations développées doivent être au service des professionnels et devront être utilisables par les entreprises du secteur. Le transfert des données et résultats du projet auprès du public cible professionnel devra faire partie intégrante du projet. La méthodologie prévue et les outils à mettre en place devront être décrits. Ils feront l’objet d’une attention particulière lors de la sélection des projets.

**5.** **Modalités d’attribution des aides publiques**

Le taux d’intensité d’aides publiques (FEAMPA + contrepartie nationale) applicable est de 100 % du coût total éligible.

Le taux de cofinancement du FEAMPA est fixé à 70% de l’intensité d’aides publiques. La contrepartie nationale de 30% est apportée par la Région et l’Etat.

Un plancher d’éligibilité de 5 000 € d’aides publiques est appliqué par projet.

L’enveloppe maximale dédiée à cet appel à projets est de **250 000** **€** d’aides publiques (FEAMPA + Région + Etat).

Les projets d’innovation sont majoritairement considérés comme des projets de recherche et développement qui ne relèveront pas de l’article 42 du Traité sur le Fonctionnement de l’Union Européenne (TFUE). Ce qui implique que tous les projets d’innovation relèvent de la règlementation des aides d’Etat qui pourront avoir deux adossement juridique possibles, à savoir le règlement d’exemption pêche aqua UE 2022-2473 décliné au niveau régional (RCE n° SA 110 224 pour la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur), ou le Régime cadre exempté de notification N° SA. 111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l’innovation (RDI) pour la période 2024-2026.

**6. Procédure de mise en œuvre de dépôt du dossier de candidature à l’appel à projet**

Le calendrier de dépôt des dossiers du présent appel à projets est publié sur le site internet :

<https://europe.maregionsud.fr/projets>

Le dossier complet de réponse à l’appel à projet est à renseigner, par le partenaire « Chef de file », et s’effectue par voie dématérialisée sur le portail e-Synergie avant la date de clôture de l’appel à projet.

Après la clôture de l’appel à projet, le service instructeur pourra néanmoins demander des pièces complémentaires lors de la phase d’instruction. Celles-ci devront impérativement parvenir au service instructeur dans les délais précisés dans le courriel de demande de complétude.

Le **portail e-SYNERGIE** est accessible à l’adresse suivante : [E-Synergie - Portail (synergie-europe.fr)](https://synergie-europe.fr/e_synergie/portail/SUD)

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l’ensemble des documents suivants, joints à cet appel :

* Guide du porteur Synergie - création de compte
* Notice d’aide e-Synergie FEAMPA
* Trame de saisie du dossier de demande de subvention e-Synergie
* Note de cadrage Options à coûts simplifiés
* Déclaration sur l’honneur du bénéficiaire (charte européenne des droits fondamentaux et contrat d’engagement républicain), à compléter
* Déclaration sur l’honneur association, à compléter
* Modèle de convention partenariale
* Note de cadrage partenariat
* Liste des pièces à fournir OS 1.1.1.4R
* Dossier technique détaillant le projet dans son ensemble

Tout candidat remettant un dossier de candidature s’engage à :

- Autoriser la Région à communiquer sur son projet, son bilan et ses résultats dès lors qu’il a été retenu ;

- Utiliser tous les matériels/éléments (fournis par la Région) assurant la visibilité du soutien régional et du financement européen tout au long de la période de réalisation de l’action.

**Pour toute information :**

**Service instructeur**

Service Mer et Littoral – Direction de la Biodiversité et de la Mer

Contact :

lescaffre@maregionsud.fr /

[feampa@maregionsud.fr](mailto:feampa@maregionsud.fr)

04.88.73.65.08

# **Annexes :**

## **Annexe 1 – Définitions**

Collaboration effective : une collaboration entre au moins deux parties indépendantes l’une de l’autre visant à échanger des connaissances ou des technologies, ou à atteindre un objectif commun, fondée sur une division du travail impliquant que les parties définissent conjointement la portée du projet collaboratif, contribuent à sa réalisation, et en partagent les risques et les résultats.

Chef de file : personne morale qui coordonne la mise en œuvre d’une opération collaborative, dont elle est responsable devant l’autorité de gestion et qui agit pour le compte de partenaires avec qui elle passe une convention à cet effet. Elle déclare les dépenses supportées par elle-même et celles supportées par ses partenaires (Décret 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d’éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 – Article 2 alinéa 1°).

Début des travaux : soit le début des travaux de construction liés à l’investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d’équipement ou tout autre engagement rendant l’investissement irréversible, selon l’événement qui se produit en premier. L’achat de terrain et les préparatifs tels que l’obtention d’autorisations et la réalisation d’études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux. Dans le cas des rachats, le début des travaux est le moment de l’acquisition des actifs directement liés à l’établissement acquis ;

Conditions de pleine concurrence : une situation dans laquelle les conditions de l’opération entre les parties contractantes ne seraient pas différentes de celles qui seraient exigées entre des entreprises indépendantes et ne contiennent aucun élément de collusion. Toute opération résultant d’une procédure ouverte, transparente et non-discriminatoire est considérée comme respectueuse du principe de pleine concurrence ;

Innovation de procédé : Projet d’innovation ou d’amélioration susceptible d’être mis sur le marché dans les 3 ans suivant la fin de l’opération, et directement utilisable par les entreprises, particulièrement des phases de pré-lancement industriel ou commercial. L’innovation doit ainsi pouvoir être opérationnelle de façon directe et dans des délais rapprochés et porte sur des procédés, techniques ou systèmes d’organisation et de gestion nouveaux ou améliorés (y compris développement d’outils informatiques de gestion).

Innovation de produit : Projet d’innovation ou d’amélioration susceptible d’être mis sur le marché dans les 3 ans suivant la fin de l’opération, et directement utilisable par les entreprises, particulièrement des phases de pré-lancement industriel ou commercial. L’innovation doit ainsi pouvoir être opérationnelle de façon directe et dans des délais rapprochés et porte sur des nouveaux produits et équipements encore absents sur le marché ou sur des produits et équipements présentant de fortes améliorations par rapport à ceux présents sur le marché.

Intérêt collectif : fait référence à l'intérêt des membres de l'organisation, d'un groupe de parties prenantes ou du grand public. Les actions soutenues doivent donc englober plus que la somme des intérêts individuels des membres du bénéficiaire collectif. Elles ont donc une portée plus large que celles normalement entreprises par les entreprises privées.

Bénéficiaire collectif : organisme représentant les intérêts de ses membres, d'un groupe de parties intéressées ou du grand public. Ainsi, il mène une action au profit de ses adhérents ou mandants. Les bénéficiaires collectifs sont notamment les organisations de pêcheurs et de producteurs reconnus par l'Etat membre selon les règles nationales en vigueur.

Article 42 TFUE : Le champs d’application de l’article 42 du Traité sur le Fonctionnement de l’Union Européenne (TFUE) est celui de la production et du commerce de produits agricoles qu’il faut entendre, selon l’article 38§1 TFUE « comme les produits du sol, de l’élevage et de la pêcherie, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits ».

Ainsi, les projets ayant trait à la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l’aquaculture entre dans le champ des aides cofinancées du FEAMPA et ne sont pas concernés par le droit des aides d’Etat.

Entreprise : est considérée comme entreprise toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique. Sont notamment considérées comme telles les entités exerçant une activité artisanale ou d’autres activités à titre individuel ou familial, les sociétés de personnes ou les associations qui exercent régulièrement une activité économique.

PME : La catégorie des micros, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d’affaires annuel n’excède pas 50 millions d’euros ou dont le total du bilan annuel n’excède pas 43 millions d’euros.

Petite entreprise : dans la catégorie des PME, une petite entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d’affaires annuel ou le total du bilan annuel n’excède pas 2 millions d’euros.

Grande entreprise : toute entreprise ne relevant pas de la définition des petites et moyennes entreprises.

Organisme de Droit Public : (au sens de la directive 2004/18). Conformément à l'article 2 du règlement FEAMPA, sont qualifiés d'"organisme de droit public", les autorités nationales, régionales ou locales, les organismes de droit public ou les associations formées par une ou plusieurs de ces autorités ou par un ou plusieurs de ces organismes de droit public.

Organisme de recherche et de diffusion des connaissances : une entité (telle qu'une université ou un institut de recherche, une agence de transfert de technologies, un intermédiaire en innovation, une entité collaborative réelle ou virtuelle axée sur la recherche) quel que soit son statut légal (de droit public ou de droit privé) ou son mode de financement, dont le but premier est d'exercer, en toute indépendance, des activités de recherche fondamentale, de recherche industrielle ou de développement expérimental, ou de diffuser largement les résultats de ces activités au moyen d'un enseignement, de publications ou de transferts de connaissance.

Lorsqu'une telle entité exerce également des activités économiques, le financement, les coûts et les revenus de ces activités économiques doivent être comptabilisés séparément.

Recherche Industrielle : la recherche planifiée ou des enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances et aptitudes en vue de mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services, ou d’entraîner une amélioration notable de produits, procédés ou services existants. Elle comprend la création de composants de systèmes complexes et peut inclure la construction de prototypes dans un environnement de laboratoire ou dans un environnement à interfaces simulées vers les systèmes existants, ainsi que des lignes pilotes, lorsque c’est nécessaire pour la recherche industrielle, et notamment pour la validation de technologies génériques.

Développement expérimental : l’acquisition, l’association, la mise en forme et l’utilisation de connaissances et d’aptitudes scientifiques, technologiques, commerciales et autres pertinentes en vue de développer des produits, des procédés ou des services nouveaux ou améliorés. Il peut aussi s’agir, par exemple, d’activités visant la définition théorique et la planification de produits, de procédés ou de services nouveaux, ainsi que la consignation des informations qui s’y rapportent. Le développement expérimental peut comprendre la création de prototypes, la démonstration, l’élaboration de projets pilotes, les essais et la validation de produits, de procédés ou de services nouveaux ou améliorés dans des environnements représentatifs des conditions de la vie réelle, lorsque l’objectif premier est d’apporter des améliorations supplémentaires, au niveau technique, aux produits, procédés ou services qui ne sont pas en grande partie « fixés ». Il peut comprendre la création de prototypes et de projets pilotes commercialement exploitables étant les produits commerciaux finaux car trop onéreux à produire pour être utilisés uniquement à des fins de démonstration et de validation. Le développement expérimental ne comprend pas les modifications de routine ou périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication et services existants et à d’autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations.

## **Annexe 2 - Organisations professionnelles ou interprofessionnelles (liste ouverte)**

* CNPMEM, CRPMEM et C(I)DPMEM
* Prud’homies de pêcheurs en Méditerranée
* Chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte
* Organisations de producteurs et associations d’organisations de producteurs
* Coopérative maritime, association de coopératives maritimes, coopération maritime
* Syndicats professionnels du secteur des pêches maritimes
* France Filière Pêche (FFP)
* Pôles de compétitivité en lien avec les technologies développées par le projet
* Union des Ports de France (UPF)
* Association des directeurs et responsables de halles à marée
* …

## **Annexe 3****- Organismes techniques et scientifiques (liste ouverte)**

Ces organismes doivent disposer de compétences techniques ou scientifiques leur permettant d’exercer des missions d’intérêt général dans les domaines techniques et scientifiques. Parmi ceux-ci, les organismes scientifiques ou techniques sous tutelle (les centres techniques nationaux ou régionaux, les unités de recherche des écoles nationales, des universités, les instituts techniques, les laboratoires publics) et les organismes scientifiques ou techniques travaillant directement avec l’Etat et les régions (représentation de l’Etat/régions, établissements publics au sein de leur Conseil d’administration ou de leur Conseil scientifique, conventions bilatérales).

Ces organismes doivent :

1. **Soit être des établissements publics**

* **Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)** :
  + Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
  + Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE),
  + Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA),
  + Institut de recherche pour le développement (IRD),
  + Muséum national d’histoire naturelle (MNHN),
* **Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) :**
  + Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD),
  + Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER),
  + Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME),
* **Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** (universités, grands établissements, écoles normales supérieures, écoles d’ingénieur) : Les établissements recensés sur le site du MESRI : https://data.enseignementsup-recherche.gouv.fr/explore/dataset/fr-esr-principaux-etablissements-enseignement-superieur/table/?disjunctive.type\_d\_etablissement&disjunctive.typologie\_d\_universites\_et\_assimiles.
* **Etablissements publics à caractère administratif (EPA) :**
  + Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES),
  + Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA),
  + Office français de la biodiversité (OFB),
  + Laboratoires publics,

1. **Soit être reconnus officiellement par les pouvoirs publics (ex. le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) par l’obtention de l'un des différents labels suivants :**

* la qualification nationale d’ITAI – Institut Technique Agro-industriel (par le Ministère de l’agriculture et de l’alimentation),
* le label C.R.T (Centre de Ressources Technologiques),
* le label d’Institut Carnot,
* cellule de diffusion technologique (CDT),
* plate-forme technologique (PFT),
* l’agrément, par le ministère chargé de la recherche ou par le ministère chargé de l'industrie, des organismes ou entreprises exécutant, pour des tiers, des opérations d'innovation et/ou des opérations de recherche et développement ouvrant droit au crédit d'impôt innovation et/ou au crédit d'impôt recherche.

1. **Soit avoir** **pour objet statutaire une mission relevant de l’intérêt général** (activité non lucrative, gestion désintéressée, intérêt collectif dépassant la structure ou adhésion ouverte) :

* soit dans les domaines techniques ou scientifiques,
* soit dans le transfert technologique ou d’innovation,
* soit dans l’application des résultats de la recherche publique au monde professionnel,

1. **Soit être un centre technique :**

* Synergie Mer et Littoral (SMEL),
* Syndicat Mixte pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche des Pays de Loire (SMIDAP),
* L’Association du Grand Littoral Atlantique (AGLIA),
* Le centre d’étude pour la promotion des activités lagunaires et maritimes (CEPRALMAR),
* La Cellule de Suivi du Littoral Normand (CSLN),
* Le Groupe d’Etudes des Milieux Estuariens et Littoraux (GEMEL),
* Le Centre pour l'Aquaculture, la Pêche et l'Environnement (CAPENA).
* …..

Ces critères, qui conduisent à l’établissement de la liste d’organismes techniques ou scientifiques présentée ci-dessous, pourront être complétés par l’autorité de gestion notamment par demande motivée du service instructeur.

**Liste non exhaustive des organismes de recherche et instituts techniques :**

**Organismes de recherche, établissement d’enseignement et de recherche :**

* **CIRAD** Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (EPIC),
* **IFREMER** Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (EPIC),
* **INRAE** Institut national de la recherche agronomique (établissement public à caractère scientifique et technologique EPST),
* **Institut Pasteur,**
* **I.R.D.** Institut de recherche pour le développement (ex-ORSTOM)(établissement public à caractère scientifique et technologique EPST),
* **IRSTEA** Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement (établissement public à caractère scientifique et technologique EPST),
* **M.N.H.N** Muséum national d'histoire naturelle (établissement public à caractère culturel, scientifique et professionnel),
* **Institut agro Rennes Angers** (établissement public à caractère culturel, scientifique et professionnel)
* **ANSES Agence** nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’environnement et du travail (**Etablissement public à caractère administratif),**
* **CNRS** Centre national de la recherche scientifique (établissement public à caractère scientifique et technologique EPST),
* **CEREMA** centre d’étude et d’expertise sur les risques, l’environnement la mobilité et l’aménagement(**Etablissement public à caractère administratif),**
* **Les Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (universités, grands établissements, écoles normales supérieures, écoles d’ingénieur) recensés sur le site du MENESR :**

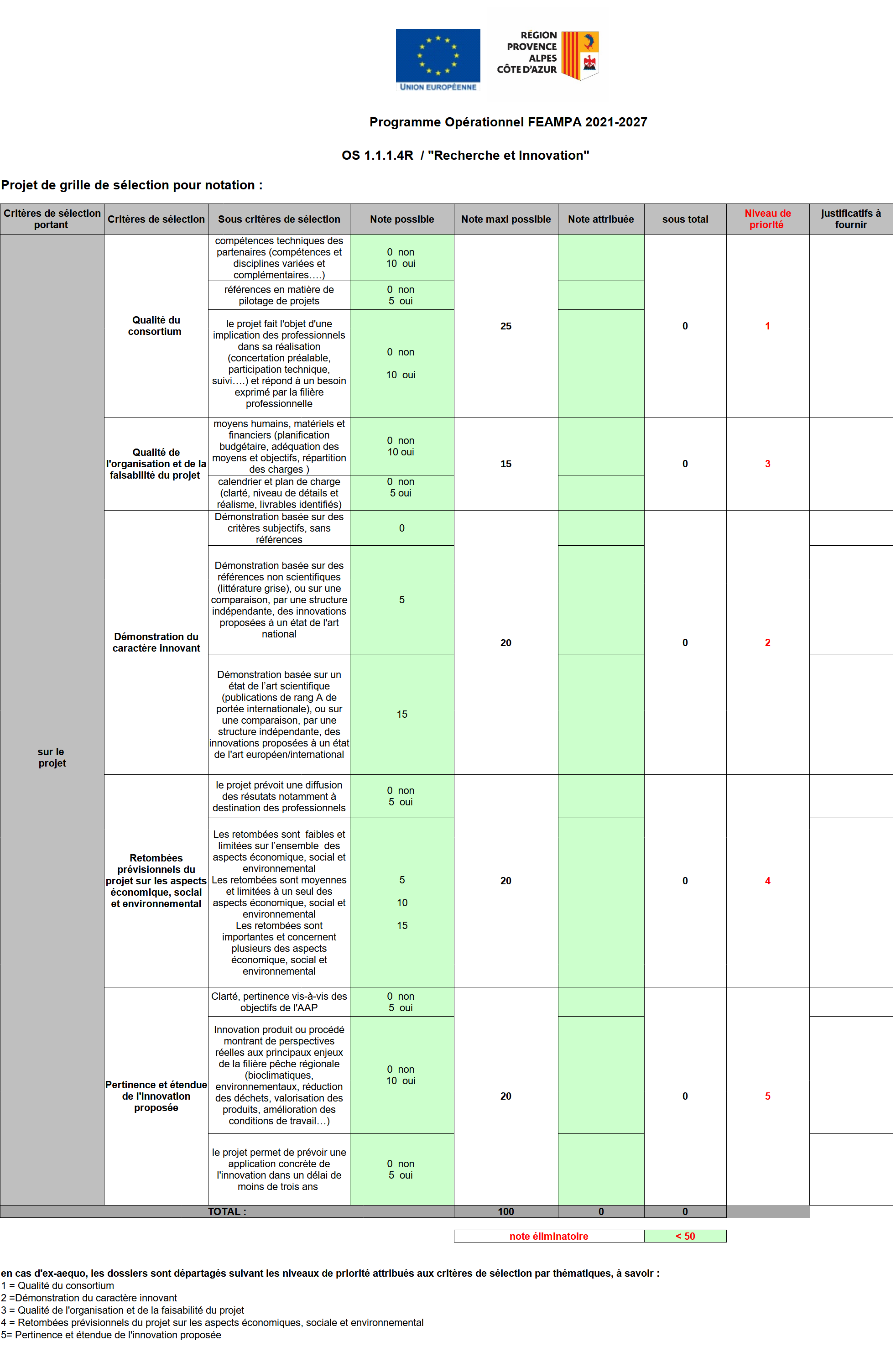
<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid49705/etablissements-enseignement-superieur-recherche.html>

* **……**

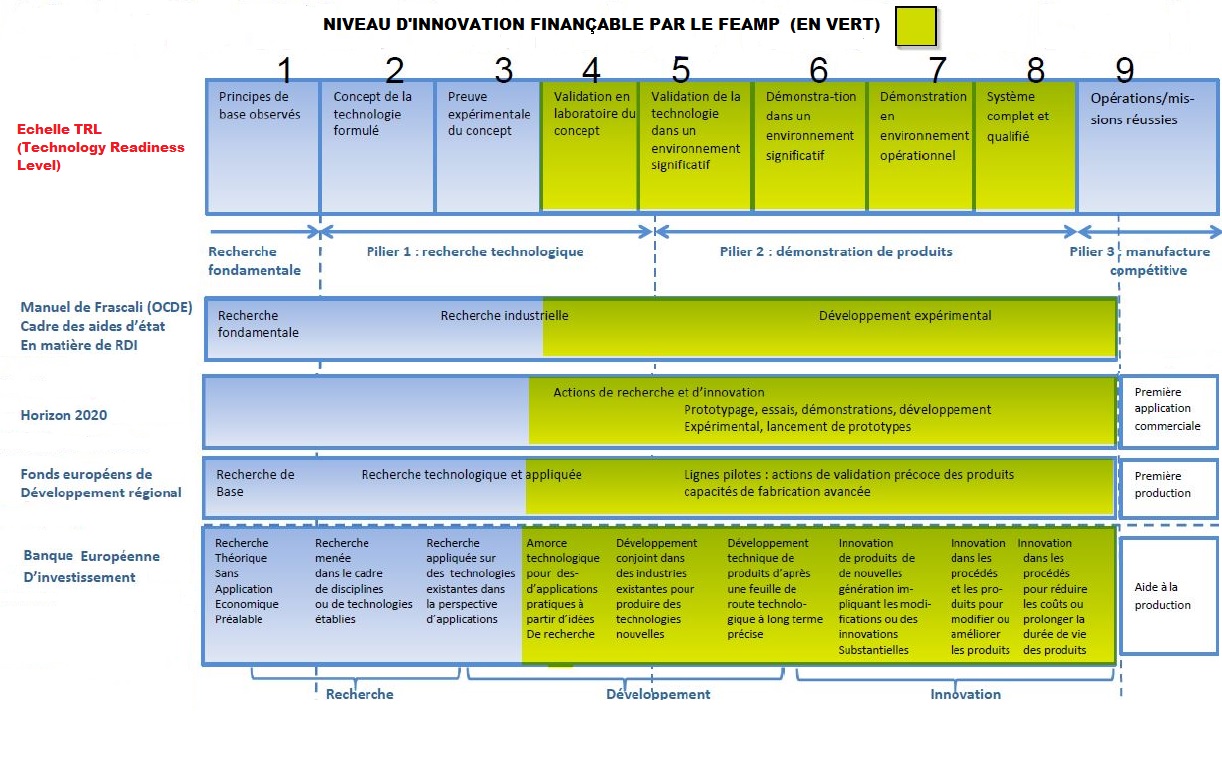
**Instituts techniques :**

* **ITAVI** institut technique de l’aviculture (qualification institut technique agricole, ITA),
* **SYSAAF** syndicat des sélectionneurs avicoles aquacoles français (par délégation des missions de gestion des ressources génétiques de l’ITAVI),
* **ITAB** Institut technique agriculture biologique (qualification institut technique agricole, ITA),
* **SMEL** synergie mer et littoral,
* **SMIDAP** syndicat mixte pour le développement de l’aquaculture et de la pêche,
* **CAPENA** centre pour l'aquaculture, la pêche et l'environnement de nouvelle-aquitaine,
* **CEPRALMAR** centre d’étude et de promotion des activités lagunaires et maritimes,
* **CEVA** Centre d’étude et de valorisation des algues (institut technique agro industriel ITAI),
* **AGLIA** Association du Grand Littoral Atlantique,
* **........**

**Annexe 4 – Grille de sélection**

****

**Annexe 5 – Echelle de degré de maturité technologique dite échelle TRL**

****

1. Cf. définition en annexe 1 [↑](#footnote-ref-1)
2. # Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027

   [↑](#footnote-ref-2)
3. Cf. définition en annexe 1 [↑](#footnote-ref-3)
4. Se référer à la définition présente en annexe 1 [↑](#footnote-ref-4)